

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2015

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

Corrigé
Obligatoire + Spécialité

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure – COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Sujet : Dans quelle mesure l'action des pouvoirs publics est-elle efficace pour lutter contre les inégalités ?

Programme officiel :

<i>Thèmes et questionnements</i>	<i>Notions</i>	<i>Indications complémentaires</i>
1.1. Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?	Égalité, discrimination, assurance / assistance, services collectifs, fiscalité, prestations et cotisations sociales, redistribution, protection sociale.	<p>On s'interrogera sur les fondements des politiques de lutte contre les inégalités en les reliant à la notion de justice sociale ; on rappellera à ce propos que toute conception de la justice doit répondre à la question : « L'égalité de quoi ? ». On distinguera égalité des droits, égalité des situations et égalité des chances.</p> <p>On analysera les principaux moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale : fiscalité, redistribution et protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations. On montrera que l'action des pouvoirs publics s'exerce sous contrainte et qu'elle fait l'objet de débats quant à son efficacité : risques de désincitation et d'effets pervers.</p> <p>Acquis de première : État-providence, prélèvements obligatoires, revenus de transfert.</p>

Attentes essentielles :

Notions	Égalité, discrimination, services collectifs, fiscalité, prestations et cotisations sociales, redistribution, protection sociale.
Mécanismes	<ul style="list-style-type: none">- La redistribution permet de corriger les inégalités de répartition des revenus primaires par le biais de prélèvements et de prestations sociales.- La protection sociale est l'ensemble des institutions et des mécanismes de prise en charge collective des conséquences pour les individus de certaines situations pénalisantes.- La fiscalité est l'ensemble des règles qui permettent de réduire

	<p>l'éventail des revenus en prélevant plus sur les ménages les plus aisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fiscalité permet de financer les services collectifs. Ceux-ci, fournis à titre gratuit ou quasi-gratuit, sont accessibles au plus grand nombre. - La lutte contre les discriminations vise à empêcher les différences de traitement des individus en fonction d'un critère particulier (sexe, couleur de peau, etc.). - Les instruments à disposition des pouvoirs publics présentent cependant un ensemble de limites.
Savoir-faire	<ul style="list-style-type: none"> - Lecture et interprétation de tableaux à double entrée. - Lecture et interprétation de quantiles. - Lecture et interprétation de médianes. - Lecture et interprétation de pourcentages de répartition.

Exploitation possible des documents :

Document 1	<p>Le document met en évidence une différence entre les écarts de revenus avant et après redistribution.</p> <p>Le taux de redistribution change suivant le quintile des revenus : plus le niveau de vie des ménages est élevé, moins le taux de redistribution est avantageux (il devient même négatif lorsque les prélèvements sont plus élevés que les prestations).</p> <p>Les prélèvements s'accroissent quand le niveau de vie s'élève, que ce soit les prélèvements sous forme d'impôts ou sous forme de cotisations sociales.</p> <p>Les prestations décroissent quand le niveau de vie s'élève.</p>
Document 2	<p>Le document présente les lois sur la parité hommes-femmes. Il s'agit d'un exemple de mesure de lutte contre les discriminations utilisant le principe des quotas.</p>
Document 3	<p>Le document permet de remettre en question l'efficacité de l'action des pouvoirs publics en matière de lutte contre les inégalités économiques.</p> <p>Le nombre de personnes pauvres, que ce soit avec le seuil à 50 % ou à 60 %, augmente entre 2008 et 2011. Le taux de pauvreté s'accroît aussi sur la même période, tandis que le niveau du seuil de pauvreté et le niveau de vie médian des personnes pauvres baisse.</p>
Document 4	<p>Le document permet d'interroger l'efficacité de l'action des pouvoirs publics en matière de lutte contre les inégalités sociales.</p> <p>L'espérance de vie des cadres à 35 ans est ainsi plus longue que celle des ouvriers. L'écart est encore plus net pour ce qui est de l'espérance de vie en bonne santé.</p>

Problématique possible :

Pour combattre les inégalités, l'action des pouvoirs publics s'avère nécessaire. Cependant, la panoplie des outils dont ils disposent parvient-elle à les résoudre ?

Proposition de plan détaillé :

I) Les pouvoirs publics disposent d'un ensemble d'outils leur permettant de lutter contre les inégalités	II) Cependant, ces instruments ne sont pas pleinement efficaces
A) Les pouvoirs publics peuvent réduire les inégalités grâce à la redistribution et à la protection sociale	A) L'action des pouvoirs publics peine à résorber les inégalités
<ul style="list-style-type: none">• La redistribution permet de corriger les inégalités de répartition des revenus primaires par le prélèvement de cotisations sociales et le versement de prestations sociales (document 1).• La redistribution peut aussi corriger les inégalités de revenus grâce à la fiscalité. Celle-ci permet de résorber les inégalités de répartition des revenus primaires en prélevant plus sur les ménages les plus aisés (document 1).• La protection sociale, qui est alimentée par les cotisations sociales, alimente un système de protection sociale qui assure une plus grande égalité (document 1).	<ul style="list-style-type: none">• Les inégalités économiques tendent à s'accroître, comme le montre l'exemple de la pauvreté (document 3).• Les inégalités sociales ne reculent pas, comme le montre l'exemple des inégalités des chances devant l'espérance de vie (document 4).
B) Les pouvoirs publics peuvent aussi proposer des services collectifs et lutter contre les discriminations	B) L'action des pouvoirs publics peut présenter des effets pervers et déboucher sur une aggravation des inégalités
<ul style="list-style-type: none">• Les services collectifs, financés par la fiscalité, permettent d'assurer la fourniture de services collectifs, auxquels les ménages pauvres peuvent accéder plus facilement que s'ils avaient été proposés par le secteur marchand.• Les pouvoirs publics peuvent prohiber la discrimination par un ensemble de dispositions législatives (document 2).	<ul style="list-style-type: none">• L'action des pouvoirs publics peut susciter des désincitations (trappe à inactivité, trappe à chômage, trappe à pauvreté). Cela peut dégrader la situation des plus fragiles.• Les cotisations sociales et la fiscalité peuvent renchérir le coût du travail et donc pénaliser l'emploi.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie (6 points) : Mobilisation des connaissances.

Question 1 (3 points) :

La solidarité organique a-t-elle fait disparaître toute forme de solidarité mécanique ?

Thème du programme :

Sociologie

2. Intégration, conflit, changement social

2.1. Quels liens sociaux dans des sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?

Attentes : Le sociologue Émile Durkheim, à la fin du XIX^{ème} siècle, présente l'idée selon laquelle les formes de solidarité ont évolué suite au passage des sociétés traditionnelles aux sociétés industrielles : la solidarité organique se substitue à la solidarité mécanique.

Cependant, de nos jours, la solidarité organique n'a pas fait disparaître totalement la solidarité de type mécanique : les liens sociaux ne sont pas fondés uniquement sur la complémentarité mais aussi sur le partage de valeurs et de croyances communes.

Pour illustrer cela, on peut penser :

- aux liens familiaux ;
- aux liens sociaux nés de l'appartenance à une même nation, voire une même région ;
- aux liens qui reposent sur l'appartenance à un même groupe religieux, voire, dans certains pays, à un même groupe ethnique.

[Tous les éléments présentés ici ne sont pas attendus du candidat]

Question 2 (3 points) :

Présentez les principaux déterminants des délocalisations de la production des entreprises.

Thème du programme :

Science Economique

2. Mondialisation, finance internationale et intégration européenne

2.1. Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

Attentes :

Les délocalisations consistent à fermer des unités de production sur un territoire et en ouvrir à l'étranger.

Il s'agit pour les entreprises de produire des biens et des services à moindre coût afin de gagner en compétitivité prix sur les marchés mondiaux (coût du travail, fiscalité, matières premières par exemple), en compétitivité hors-prix et aussi bénéficier de nouveaux marchés en croissance.

[Tous les éléments présentés ici ne sont pas attendus du candidat]

Deuxième partie (4 points) : **Étude d'un document**

Question : Vous présenterez le document puis vous mettrez en évidence les caractéristiques du chômage.

Attentes essentielles :

Présentation du document	Document de l'INSEE qui date de 2014 et qui porte sur le chômage en France. Le document présente le taux de chômage, le taux de chômage de longue durée ainsi que la part des chômeurs de longue durée dans le total des chômeurs en France en 2013 selon le sexe, l'âge et le diplôme le plus élevé obtenu.
Collecte et traitement de l'information	<p>Le taux de chômage des hommes est plus élevé que celui des femmes. Les hommes sont également plus touchés par le chômage de longue durée que les femmes : leur taux de chômage de longue durée est supérieur à celui des femmes et la part des chômeurs de longue durée dans le total des chômeurs est plus importante pour les hommes que pour les femmes.</p> <p>Les 15-24 ans ont un taux de chômage particulièrement élevé, leur taux de chômage de longue durée est également plus élevé que pour les 55-59 ans et les 60 ans ou plus. Cependant, la part des chômeurs de longue durée dans le total des chômeurs est moins importante pour les plus jeunes. Plus de la moitié des chômeurs de plus de 55 ans sont des chômeurs de longue durée.</p> <p>On observe, enfin, que le chômage a tendance à diminuer avec le niveau de diplôme. Il en va de même pour le chômage de longue durée. Les diplômés à Bac +2 sont, cependant, moins touchés par le chômage et le chômage de longue durée que pour ceux qui ont un diplôme plus élevé.</p>

Troisième partie (10 points) : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le processus de croissance a un caractère endogène.

Le programme officiel :
Science économique

1. Croissance, fluctuations et crises

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.1. Quelles sont les sources de la croissance économique ?	PIB, IDH, investissement, progrès technique, croissance endogène, productivité globale des facteurs, facteur travail, facteur capital.	<p>En s'appuyant sur le programme de première, on s'interrogera sur l'intérêt et les limites du PIB. L'étude de séries longues permettra de procéder à des comparaisons internationales. À partir d'une présentation simple de la fonction de production, on exposera la manière dont la théorie économique analyse le processus de croissance. On fera le lien entre la productivité globale des facteurs et le progrès technique et on introduira la notion de croissance endogène en montrant que l'accumulation du capital, sous ses différentes formes, participe à l'entretien de la croissance. On mettra l'accent sur le rôle des institutions et des droits de propriété.</p> <p>Acquis de première : facteurs de production, production marchande et non marchande, valeur ajoutée, productivité, institutions, droits de propriété, externalités</p>

Attentes essentielles :

Notions	Croissance économique, PIB, croissance endogène, productivité globale des facteurs, facteur travail, facteur capital, facteurs de production, externalités.
Mécanismes	<ul style="list-style-type: none"> - l'idée d'une « fonction de production » permet de comprendre le rôle du facteur travail et du facteur capital dans la croissance, ainsi que le rôle de la productivité globale des facteurs ; - la notion de croissance endogène correspond à la mise en évidence d'un mécanisme de croissance auto-entretenu ; - les investissements en capital humain (formation et éducation) sont à l'origine d'une croissance endogène car ils créent des externalités positives ; - c'est le cas également des investissements en recherche et développement et en infrastructures publiques.
Savoir-faire	<ul style="list-style-type: none"> - lecture et interprétation de tableaux à double entrée ; - lecture et interprétation de pourcentages de répartition.

Exploitation possible des documents :

	Exploitation possible
Document 1	<p>Ce texte présente l'effet des dépenses de recherche et développement ainsi que de l'investissement en capital humain sur la croissance.</p> <p>Les dépenses de R&D permettent une croissance cumulative et créent des externalités positives.</p> <p>Les dépenses d'éducation (investissement en capital humain) jouent un rôle analogue : l'augmentation du niveau d'éducation conduit à la présence d'une main-d'œuvre plus qualifiée et donc plus productive.</p> <p>L'investissement en capital humain permet non seulement la création mais aussi l'adaptation des technologies les plus productives.</p> <p>Les politiques publiques, qu'elles prennent la forme de politiques de recherche et développement ou de dépenses pour l'éducation peuvent ainsi générer de la croissance.</p>
Document 2	<p>Ce tableau statistique met en évidence une augmentation des dépenses de recherche et développement dans tous les pays sur la période considérée. La France est le seul pays pour lequel le poids des dépenses de R&D dans le PIB a baissé entre 2000 et 2007, le Japon est le seul pays dans lequel ce poids a diminué entre 2007 et 2012. La croissance des dépenses est particulièrement forte en Chine.</p> <p>Il y a également des écarts importants entre les pays : certains allouent un montant important pour la recherche et le développement (Japon, Finlande, Allemagne) alors qu'un pays comme l'Espagne a de faibles dépenses de R&D. La France est dans une situation intermédiaire.</p>
Document 3	<p>Ce texte présente deux mécanismes à l'origine d'une croissance autoentretenu : l'investissement en capital « technique » et l'investissement en infrastructures.</p> <p>Plus une entreprise est expérimentée dans une technique de production et plus elle réalise cette production de manière productive.</p> <p>L'investissement en biens d'équipement nouveaux augmente la productivité car ces biens incorporent les techniques les plus productives.</p> <p>Les infrastructures favorisent la croissance : elles augmentent la productivité des entreprises par l'amélioration de la distribution de leurs produits ou des produits qu'elles achètent, par l'augmentation de la vitesse de circulation des travailleurs et des consommateurs ou encore par l'amélioration de la circulation de l'information.</p> <p>Les gains de productivité d'une entreprise ont un impact positif sur les autres entreprises : ces dernières peuvent copier les méthodes de production les plus performantes et la concurrence les stimule à améliorer leur productivité.</p>

Raisonnement possible :

L'accumulation du capital sous toutes ses formes fait que la croissance est un phénomène autoentretenu

- L'accumulation du facteur capital, celle du capital humain et les investissements en infrastructure donnent à la croissance un caractère autoentretenu.
- Les dépenses d'investissement permettent à l'entreprise qui les réalise d'améliorer sa productivité, soit par l'augmentation de la quantité de facteur capital mobilisée pour produire, soit par l'introduction d'un facteur capital plus récent et donc plus productif.
- L'augmentation des dépenses de capital humain est indispensable pour mener une politique d'augmentation des dépenses de R&D. Dans certains pays, la part des dépenses de R&D dans le PIB est importante (Finlande, Japon, Allemagne). A l'opposé, certains pays consacrent une faible part de leur PIB aux dépenses de R&D. Un pays comme la Chine est caractérisé par une forte augmentation de ses dépenses de R&D ainsi que par une forte croissance économique (document 2).
- L'investissement en capital humain permet également une adoption rapide des méthodes de production les plus performantes (document 1), ce qui est générateur de croissance et renforce le caractère auto-entretenu de la croissance.
- Les infrastructures correspondent aux réseaux de transport, de communication, de distribution d'énergie mais aussi à certains biens collectifs tels que l'éclairage public. Elles permettent des gains de productivité par l'amélioration de l'efficacité des facteurs de production (document 3).

L'accumulation du facteur capital est également génératrice d'externalités positives

- Les gains de productivité d'une entreprise ont des effets positifs sur l'ensemble du tissu productif (document 3).
- Parmi les dépenses d'investissement des entreprises qui ont un impact en terme de croissance endogène, les dépenses de recherche et développement jouent un rôle particulier (document 1) : elles sont génératrices d'importantes externalités positives.
- Les dépenses publiques de R&D jouent un rôle analogue.
- L'augmentation des connaissances et compétences des travailleurs est bénéfique à l'ensemble des entreprises et permet une croissance de leur production par les gains de productivité qu'elle génère.
- Les infrastructures entretiennent également le processus de croissance car elles sont génératrices d'externalités positives (document 3).
- La présence de ces externalités rend légitime l'action des pouvoirs publics, par exemple par la politique éducative (document 1).

[Tous les éléments présentés ici ne sont pas attendus du candidat]

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Sciences sociales et politiques

PROPOSITION DE CORRIGÉ SUJET A

Sujet : En quoi le régime politique des Etats-Unis est-il caractéristique d'un régime présidentiel ?

Programme officiel :

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.1 Quelles sont les composantes institutionnelles des régimes politiques démocratiques ?	Régime parlementaire, régime semi-présidentiel, régime présidentiel.	Largement ouvert à des illustrations historiques et comparées, ce thème sensibilisera les élèves à la diversité des solutions constitutionnelles mises en œuvre dans les démocraties occidentales pour séparer le pouvoir exécutif du pouvoir législatif. Acquis de première : État de droit.

Attentes essentielles :

Notions	Régime présidentiel
Mécanismes	Montrer par quels dispositifs institutionnels le régime présidentiel réalise une stricte séparation des pouvoirs

Exploitation possible du document :

Document 1	Le contenu de l'article 1 de la constitution des Etats-Unis tend à étayer l'hypothèse de l'exercice non partagé du pouvoir législatif par le Congrès. Celui de l'article 2 met en avant l'exercice du pouvoir exécutif par le Président. Les extraits de la Constitution américaine mettent en exergue la séparation stricte des pouvoirs.
------------	--

Réponse possible :

Le régime présidentiel se caractérise par une stricte séparation des pouvoirs. Le pouvoir législatif a le monopole de l'initiative et la pleine maîtrise de la procédure législative. Le pouvoir exécutif, qui dispose d'une légitimité fondée sur le suffrage universel, ne peut être démis par le pouvoir législatif.

- La maîtrise du pouvoir législatif par le Congrès :

- le Congrès dispose seul de la procédure législative : il maîtrise l'ensemble du processus législatif c'est-à-dire l'initiative, la discussion et le vote de la Loi

- Il peut passer outre le veto présidentiel via un vote à la majorité qualifiée
 - Il ne peut démettre le Président en cours de mandat pour des mobiles politiques
- Le Président est le chef de l'exécutif :
- l'étendue des pouvoirs présidentiels découle de son mode d'élection : élection au suffrage universel indirect
 - il dispose donc de l'administration pour exécuter les lois votées par le Congrès
 - il dispose d'un pouvoir de nomination important
 - Il ne peut pas dissoudre le Congrès

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation académiques, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

PROPOSITION DE CORRIGÉ SUJET B

Sujet : Le répertoire de l'action politique se limite-t-il au vote ?

Le programme officiel :

2. La participation politique

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.2. Quels sont les répertoires de l'action politique aujourd'hui ?	Répertoires d'action politique	Tout en insistant sur l'importance de l'acte électoral et de son rituel, on proposera une conception ouverte de la notion de répertoire d'action politique ne se résumant pas à la pratique du vote. On montrera notamment les dimensions individuelles comme collectives de l'action de protestation politique. L'évolution des répertoires d'action politique sera appréciée tant dans le temps long des transformations de l'ordre politique démocratique que dans le temps court de la conjoncture politique.

Attentes essentielles :

Notions	Répertoires de l'action politique.
Mécanismes	<ul style="list-style-type: none">- Montrer l'importance du vote dans l'action politique.- Montrer que le répertoire d'action politique ne se résume pas au vote et comprend, par exemple, l'action individuelle comme collective de protestation politique.- On pourra montrer que ces deux formes de participation sont complémentaires.
Savoir-faire	Lecture et interprétation de pourcentages de répartition

Exploitation possible des documents :

	Exploitation possible
Document 1	Ce texte présente la façon dont les jeunes appréhendent l'action politique. Il présente l'idée selon laquelle les jeunes restent attachés au vote et le considèrent comme une forme importante de participation politique. Cependant, pour eux, la participation ne peut se limiter au seul vote : ils accordent également une grande importance à la participation

	<p>protestataire (manifestation par exemple). Les jeunes sont plus nombreux à juger que la manifestation est un élément important du fonctionnement des démocraties que les autres catégories d'âge.</p> <p>Les jeunes n'opposent pas une participation « conventionnelle » autour du vote et une participation « non conventionnelle », protestataire : ces deux formes de participation peuvent être vues comme complémentaires.</p>
Document 2	<p>Ce tableau présente les résultats d'un sondage mené par la Commission européenne portant sur des formes de participation non conventionnelles dans différents pays de l'Union européenne entre février 2011 et février 2013.</p> <p>On constate que le fait de s'exprimer son opinion sur des enjeux publics est une pratique fréquente, tout comme le fait de signer une pétition ou encore participer à un débat public.</p>

Réponse possible :

Le vote est un élément important du répertoire d'action politique ...

- l'action politique prend bien souvent la forme du vote, acte ritualisé et central de la vie politique démocratique ;
- le vote est « jugé utile et efficace » pour participer à la vie politique (document 1) ;
- même si les taux de participation aux élections sont en général en baisse, ils restent relativement élevés.

... mais il n'est pas le seul élément de ce répertoire ...

- des formes de participation « non conventionnelles » à la vie politique existent : la participation à des débats publics, la signature de pétitions (document 2) ou encore la manifestation (document 1) ;
- ces formes d'action sont pratiquées par un nombre important d'individus dans l'Union européenne et particulièrement en France (document 2) ;
- les plus jeunes, en France, sont les plus attachés à ces formes d'action (document 1).

... les formes « conventionnelles » et « non conventionnelles » de participation politique sont complémentaires et ne s'opposent pas

- la notion de répertoire d'action permet de comprendre la complémentarité entre les différentes formes d'action : on puise dans la gamme d'actions que constitue le répertoire plutôt que l'on substitue une forme d'action à une autre (document 1) ;
- ceux qui accordent le plus d'importance à la manifestation, par exemple, sont souvent les mêmes que ceux qui accordent une grande importance au vote (document 1).

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation académiques, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Économie approfondie

PROPOSITION DE CORRIGÉ SUJET A

Sujet : Quelles sont les principales caractéristiques de la globalisation financière ?

Programme officiel :

3. Instabilité financière et régulation

<i>Thèmes et questionnements</i>	<i>Notions</i>	<i>Indications complémentaires</i>
3.1. Qu'est-ce que la globalisation financière ?	Actifs financiers, devises, intermédiation financière.	<p>On présentera les principaux marchés financiers (marchés des changes et marchés des capitaux) et le rôle économique de chacun d'entre eux. On identifiera les différents acteurs y réalisant des transactions (entreprises, investisseurs institutionnels, etc.). On insistera sur l'interdépendance des différents marchés et sur l'importance de l'information pour leur fonctionnement. On analysera le triple processus de désintermédiation, déréglementation et décloisonnement qui caractérise l'évolution des marchés des capitaux depuis les années 1990 et conduit à la constitution d'un marché mondial des capitaux.</p> <p>Acquis de première : financement direct/indirect, taux d'intérêt.</p>

Attentes essentielles :

Notions	Actifs financiers, intermédiation financière, globalisation financière.
Mécanismes	<ul style="list-style-type: none">- Caractéristiques des marchés financiers.- Lien entre la libéralisation de ces marchés et la constitution d'un marché mondial de capitaux.- Désintermédiation, déréglementation, décloisonnement.
Savoir-faire	<ul style="list-style-type: none">- Lecture de pourcentages de répartition

Exploitation possible des documents :

Document 1	<ul style="list-style-type: none">- Libéralisation des marchés financiers depuis la fin des années 70.- Suppression des règles et désintermédiation.- Interconnexion des marchés.- Multiplicité des marchés et des acteurs de la finance.
Document 2	<ul style="list-style-type: none">- Hausse continue de la part en % du commerce mondial des flux de capitaux mondiaux, passant de 10 % à 30 % de 1970 à 1990, puis de 30 % à environ 53 % de 1990 à 2000, jusqu'à plus de 60 % en 2007.

Réponse possible :

La globalisation financière est une caractéristique des mutations des modes de financement de l'économie à partir de la fin des années 1970 sous l'influence des pays anglo-saxons. Ainsi les principales caractéristiques de la globalisation financière se résument au triple processus des « 3 D » :

- Déréglementation : libéralisation des marchés de capitaux avec la suppression des contraintes et règles permettant une accélération croissante des flux de capitaux à l'échelle mondiale (document 1 et document 2).
- Désintermédiation : recul du rôle des banques au profit des marchés sur lesquels interviennent de nouveaux acteurs de taille mondiale comme les investisseurs institutionnels, fonds de pension, fonds d'investissement ... (document 1).
- Décloisonnement des marchés : les acteurs financiers offrent différents types de produits (produits dérivés, titrisation...) et de services financiers, découloisonnement géographique grâce à la mobilité internationale des capitaux qui est favorisée par le développement des NTIC.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation académiques, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Économie approfondie

PROPOSITION DE CORRIGÉ SUJET B

Sujet : Montrez que le financement de la protection sociale est confronté aux problèmes de sélection adverse et d'aléa moral.

Programme officiel :

<i>Thèmes et questionnements</i>	<i>Notions</i>	<i>Indications complémentaires</i>
1.2. Quel est l'impact des variables économiques et démographiques sur le financement de la protection sociale ??	Répartition / capitalisation, taux de remplacement, ratio de dépendance, incitations pécuniaires, aléa moral, sélection adverse.	<p>On s'appuiera sur les exemples des retraites et de la santé en privilégiant le cas de la France. On exposera les principes de base des deux grands types de régimes de retraite (répartition et capitalisation). On s'interrogera sur les choix possibles en matière de ressources de ces régimes, de taux de remplacement, de durée de cotisation. On montrera comment la gestion des systèmes de santé est confrontée à la question de l'articulation entre une régulation marchande et une régulation administrée : dans les deux cas se posent des problèmes d'incitation et d'asymétrie d'information (tarification à l'acte ou budget global, liberté d'installation et équité dans l'offre de soin, ticket modérateur, etc.).</p> <p>Acquis de première : prélèvements obligatoires, production marchande et non marchande, asymétries d'information, revenus de transfert, solidarité, État-providence.</p>

Attentes essentielles :

Notions	Aléa moral, sélection adverse, incitations pécuniaires.
Mécanismes	<p>Montrer que le financement des systèmes de santé est confronté aux problèmes de la sélection adverse et de l'aléa moral.</p> <p>Montrer comment une régulation administrée des systèmes de santé peut résoudre le problème de la sélection adverse.</p> <p>Montrer comment des incitations pécuniaires peuvent permettre de surmonter l'aléa moral.</p>

Savoir-faire	Lecture et interprétation de tableaux à double entrée. Lecture de taux de variation.
--------------	---

Exploitation possible des documents :

Document 1	Le document rappelle les enjeux de l'asymétrie d'information dans la régulation des systèmes de santé, le problème de la sélection adverse et celui de l'aléa moral. Il permet de lier la surconsommation médicale à l'aléa moral.
Document 2	Le document montre la nette augmentation des dépenses médicales entre 2005 et 2012, à mettre en relation avec les comportements opportunistes décrits dans le document 1. La diminution de la consommation de médicaments entre 2011 et 2012 peut permettre de discuter des effets des incitations mises en place pour limiter l'aléa moral.

Réponse possible :

Le financement de la protection sociale, qu'il soit basé sur une régulation marchande ou administrée, doit faire face aux conséquences de l'existence d'asymétries d'information : la sélection adverse et l'aléa moral. C'est particulièrement vrai dans le cas de la prise en charge du "risque maladie".

- Le problème de la sélection adverse se pose particulièrement dans le cadre d'une régulation marchande ...**

Appliquée au domaine de la santé, la sélection adverse désigne l'effet négatif d'une hausse des primes de risque sur les caractéristiques moyennes de ceux qui souscrivent un contrat d'assurance. Les personnes qui se savent présenter des risques inférieurs à la moyenne sont alors dissuadées de souscrire un contrat tandis que celles qui présentent un risque supérieur à la moyenne sont incitées à persister dans la souscription du contrat. La rentabilité financière du mécanisme d'assurance peut être menacée si la hausse des indemnités versées est supérieure à celle des primes. L'assureur peut alors être tenté d'attirer les personnes à faible risque et d'exclure celles qui présentent un risque élevé et qui sont les plus coûteuses à assurer.
- ... et trouve une solution dans une régulation administrée.**

Pour éviter les risques liés à la sélection adverse, les systèmes publics d'assurance maladie obligatoire dissocient la contribution individuelle et le niveau de risque grâce aux prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) et au financement socialisé. Les systèmes publics instaurent ainsi un mécanisme de solidarité des individus en bonne santé vers les malades et des plus jeunes vers les plus âgés.
- Le problème d'aléa moral pèse sur les dépenses dans tous les cas ...**

Les problèmes d'aléa moral peuvent survenir si le contrat d'assurance modifie les incitations de telle manière que l'individu, se sachant couvert, adopte un

comportement risqué, par exemple en réduisant ses actes de médecine préventive. De la même manière, dans le cadre des systèmes où les rémunérations des professionnels de santé augmentent avec le volume de leurs prescriptions, le praticien de santé peut être tenté de prescrire davantage de soins, non dans l'intérêt du patient, mais dans le but de maximiser son propre revenu : la maîtrise des dépenses de soins devient ainsi particulièrement difficile. (Document 2)

- **... et justifie la mise en place d'incitations par les pouvoirs publics.**

Dans les systèmes publics d'assurance santé en Europe, la volonté de réduire les comportements potentiels d'aléa moral a incité les Etats à introduire des systèmes de tickets modérateurs ou de franchises médicales qui laissent une partie des dépenses de soins à la charge de l'assuré afin de le responsabiliser.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation académiques, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.